

**OBSERVATOIRE
DES IMPACTS
TERRITORIAUX
DES CRISES**



ANALYSER LES DYNAMIQUES TERRITORIALES AU PRISME DES CRISES ET DES TRANSITIONS : AIDER A AGIR DANS UN CONTEXTE D'INCERTITUDES



SOMMAIRE

- Genèse, montée en puissance et déploiement
- Notre nouvelle raison d'être
- Nos objectifs
- Notre action
- Notre programme d'action pour 2025
- Notre écosystème

JE M'INSCRIS A L'OITC

- Paroles d'acteurs
- Presse

ANNEXE

Partenaires « Institutionnels et financiers »



Institut pour
la recherche



ASSOCIATION
DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX
DES COMMUNAUTÉS
DE FRANCE

Pilotage

Olivier Portier
Vincent Pacini, Fabrice Rey et Nicolas Portier

Contributeurs

Trendeo



LeadData





2020 – LA GENESE DE L'OBSERVATOIRE DES IMPACTS TERRITORIAUX DE LA CRISE

Printemps 2020

Deux consultants
en analyse
et prospective territoriales,
Olivier Portier
et **Vincent Pacini** décident,
en partenariat
avec **Intercommunalités de
France**,
d'élaborer
une carte nationale
de lecture
des potentiels impacts
économiques et sociaux
territoriaux de la crise
sanitaire.

Été 2020

**Cette carte
est postée**
sur le réseau
professionnel
LinkedIn.

Elle est vue
15 000 fois.

Septembre 2020

Cet engouement
incite
Intercommunalités de
France
et les deux consultants
à poursuivre
leur travail
d'analyse
en produisant
deux autres cartes
(14 000 vues).

Octobre 2020

Portés par
**Intercommunalités de
France, l'Institut
pour la recherche de
la Caisse des Dépôts**
et **l'ADGCF**,
les deux consultants
lancent
l'Observatoire
des impacts territoriaux
de la crise (crise
sanitaire ou du Covid-19
à l'époque).

Novembre 2020

À l'appui
des premières cartes,
**deux webinaires
sont organisés.**

Ils vont réunir
plus de 200 personnes,
essentiellement
des élus et cadres
de collectivités locales
et cabinets de conseil.

2020 – LA GENESE DE L'OBSERVATOIRE DES IMPACTS TERRITORIAUX DE LA CRISE

Part des revenus qui pourraient être fortement exposés à la crise dans l'ensemble des revenus territoriaux

Note : Le degré d'exposition est estimé sur la base des revenus territoriaux 2016, dernière année disponible

En % :

de 61.9 à 83.9

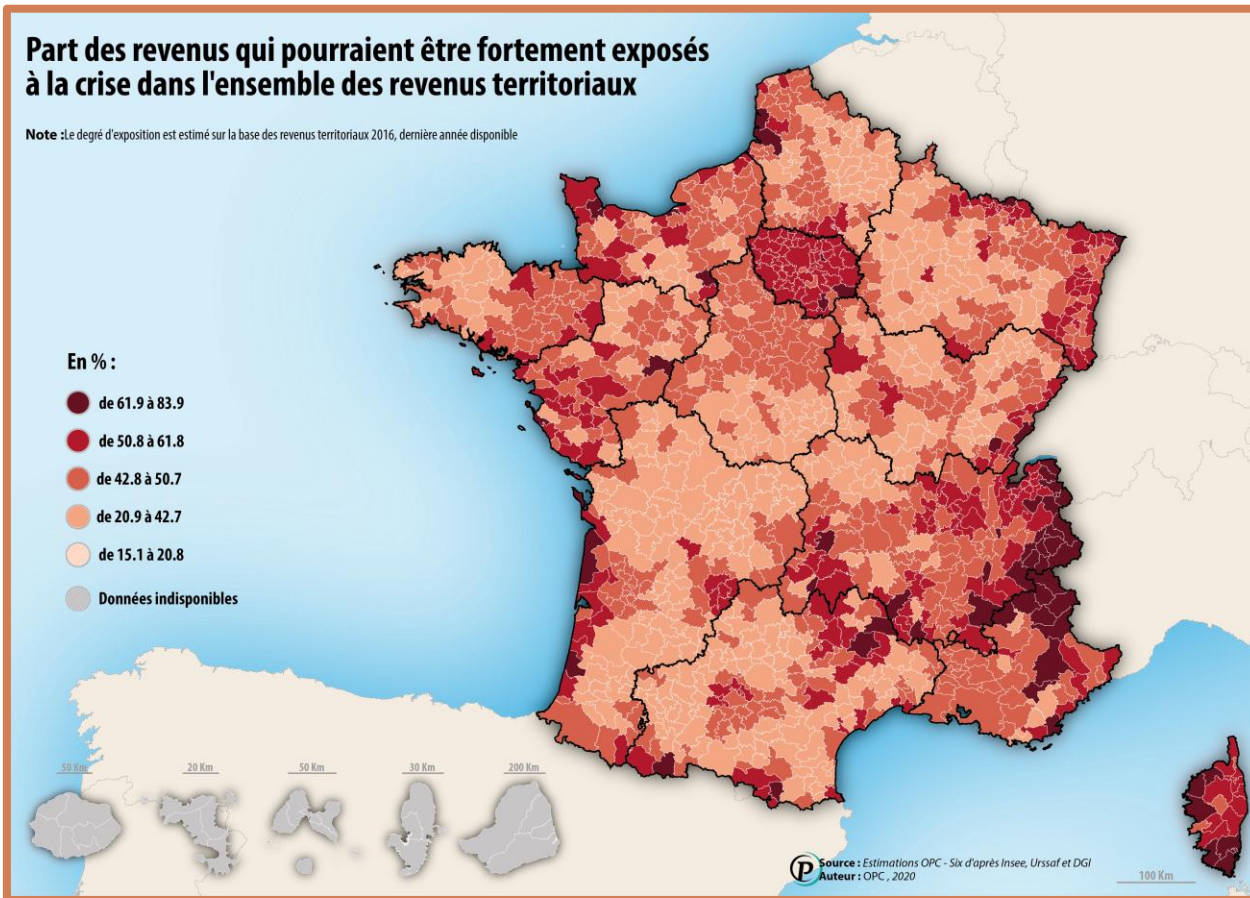
de 50.8 à 61.8

de 42.8 à 50.7

de 20.9 à 42.7

de 15.1 à 20.8

Données indisponibles



LA PREMIÈRE CARTE PRODUITE

Le degré d'exposition des territoires à la lecture du poids des revenus les plus exposés (productifs exportateurs, touristiques marchands, pendulaires et présents) dans les revenus territoriaux à l'échelle des intercommunalités françaises.



2021/2022 - LA MONTEE EN PUISSANCE

Développement de nos outils d'analyse

**Plateforme
cartographique** (1 400
abonnés)

Outil de simulation
des impacts de la crise
sanitaire sur la
circulation de richesses
entre territoires.

Production de contenus

Production d'une centaine
de **cartes** sur notre
plateforme.

Production d'un **rapport de
recherche** centré sur une
analyse comparée des effets
économiques territoriaux de
la crise sanitaire et de la
crise financière de 2008.

Valorisation de nos travaux

Organisation d'une
douzaine de **webinaires**
réunissant au total plus
de 700 participants.

Réalisation **d'interviews**
dans la presse généraliste
(Les Echos, L'Express...).

Rédaction d'**articles** dans
la presse spécialisée (La
Gazette des Communes,
Economie et Politique,
Horizons publics...).

Communication

Création de la **page
web** de l'OITC.

Création et animation
de la **page LinkedIn** de
l'OITC (plus de 1 300
abonnés).

Fin 2022

En accord avec nos
partenaires –
Intercommunalités de
France, l'ADGCF et l'Institut
pour la recherche de la
Caisse des dépôts – il est
décidé de **pérenniser
l'action de l'OITC** en
dotant l'observatoire d'une
existence juridique
(association), refondant sa
raison d'être – observer,
suivre et analyser les
impacts territoriaux de
toutes les crises – et en
faisant évoluer sa
dénomination.



2023 - MUTATION ET DEPLOIEMENT

L'OBSERVATOIRE DES IMPACTS TERRITORIAUX DES CRISES

1^{er} semestre 2023

L'OITC profite d'une accalmie conjoncturelle pour refonder sa raison d'être, redéfinir son nom – l'OITC devient l'Observatoire des Impacts Territoriaux **DES** Crises – et faire évoluer l'ensemble de ses outils.

Septembre 2023

Une **nouvelle page internet**, une **nouvelle plateforme cartographique**, plus dynamique, et plus agile.



Fin 2024 -2025 – RELANCE DE NOTRE ACTION

NOUVELLE PROGRAMMATION

3^{ème} trimestre 2024

Compte tenu de la dégradation des conditions économiques en 2023 et surtout 2024, l'OITC décide, en accord avec ses partenaires, de relancer son action.

Septembre 2024

Mise à jour de la plateforme cartographique

Programmation d'un nouveau cycle de webinaires

Décembre 2024

Lancement du nouveau cycle de webinaires

2025

Réalisation de webinaires (renaissance industrielle, état de santé du tissu d'entreprise, résilience du secteur de la construction, état fiscalo-financier des collectivités locales...)

Publication d'articles

Production d'un cahier de recherche

Organisation d'un colloque



NOTRE NOUVELLE RAISON D'ETRE

Relier l'impact des crises et la capacité des territoires à faire face aux enjeux des transitions

Créé en 2020 à l'occasion de la pandémie Covid-19 afin d'évaluer en temps réel les incidences de la crise sur les économies territoriales, l'OITC a prolongé ses travaux en 2021 et 2022 pour analyser les rebonds liés aux politiques de relance – locale et nationale - puis les premiers effets de l'inflation et de la crise énergétique dans les territoires. Les différents épisodes de crises et de chocs économiques se sont traduits par des effets territoriaux différenciés, en partie amortis ou compensés par les puissants dispositifs de soutien mis en place par les pouvoirs publics.

Il a été proposé de prolonger ces travaux pour intégrer, d'une part, les effets différés et durables de ces crises tout en élargissant leur champ d'étude aux impacts des transitions énergétiques et écologiques sur les économies locales. L'accélération de ces dernières par le *European Green Deal* (Pacte vert pour l'Europe) et les nouveaux objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre (« *Fit for 55* », soit une réduction de 55% des GES par rapport à 1990) se traduit d'ores et déjà par une transformation programmée des modes de production, de construction et de consommation à travers la décarbonation et la sobriété (écoconception, efficacité énergétique, réemploi, recyclage...).

Tout en développant ses propres analyses par des traitements de données originaux, l'observatoire se veut un lieu de valorisation et de croisement des travaux réalisés par ses partenaires. Combinant études, cartographies et séminaires/webinaires de valorisation et d'échanges, l'OITC poursuit une ambition : **établir des liens entre les impacts des crises et la capacité des territoires à faire face aux enjeux des transitions dans le but d'éclairer autrement les stratégies de développement territorial portées par les acteurs publics et privés par la mise à disposition de données fiabilisées, mais aussi interprétées et décryptées à l'aune de l'actualité des politiques publiques.**

L'OITC est ainsi conçu comme un outil d'aide à l'observation (avoir une lecture plus systémique des impacts des crises) et au passage à l'action (identifier les leviers que peuvent mobiliser les territoires pour faire face aux enjeux des transitions).

Pour ce faire, l'OITC propose :

- une plateforme cartographique librement accessible en ligne, régulièrement enrichie de cartes analytiques ;
- des webinaires réguliers à caractère transversal (Les RDV de l'OITC) ou consacrés à des angles spécifiques et des sujets d'actualité (Webinaires thématiques) ;
- des cahiers de synthèse de ses travaux en parution annuelle ;
- de courtes notes d'analyse thématique.





NOS OBJECTIFS EN RESUME

1

Anticiper les impacts

possibles des crises
dans les territoires

2

Assurer un suivi

en « temps réel »
des impacts territoriaux
des crises

3

Croiser des éléments

d'analyse par anticipation
et de suivi
en « temps réel »

4

Associer les territoires et de nombreux experts à

nos réflexions

5

Proposer
des éléments
d'analyse

**qui n'existent
pas ailleurs**

6

Produire
**des livrables
de synthèse**

7

Diffuser des informations

via notre plateforme web
de cartographies

8

Organiser des temps d'échanges

à travers des webinaires

9

Développer des axes de recherche sur :

- Les impacts économiques et sociaux des crises dans les territoires en lien avec les enjeux écologiques et environnementaux
- La capacité de résilience, de rebond et le degré de rémanence des territoires
- Les méthodes d'observation et d'analyse des impacts territoriaux des crises



LES ACTIONS

1

Anticiper les impacts économiques et sociaux des crises dans les territoires

Nous assurons un suivi en continu des travaux portant sur l'état et l'évolution de la conjoncture.

Suivant de près l'actualité et les travaux de différents instituts de recherche (Xerfi, Insee, OFCE...), macro-économistes, think-tank, organismes publics ou parapublics (GIEC, CAE...)... nous accumulons des informations sur l'état et la dynamique de la conjoncture nationale et internationale pour tenter d'apprécier le degré d'exposition des territoires aux différents cycles de repli (crise sanitaire, crise énergétique, inflation...) et leur potentiel de rebond en phase de reprise.

Notre objectif : alerter les territoires sur les risques qu'ils encourent à moyen et court terme face à d'éventuels mouvements, plus ou moins profonds, de plus en plus hétérogènes dans leur nature et à portée très variable, de détérioration de la conjoncture économique.



LES ACTIONS

2

Assurer un suivi en temps réel et continu des impacts économiques et sociaux des crises dans les territoires

3

Croiser nos analyses avec celles de nombreux experts

En complément des éléments d'anticipation, nous assurons la production d'un certain nombre de données de suivi en « temps réel » et d'analyses sur les impacts des crises (sanitaire, énergétique, inflationniste...) dans les territoires.

- **Impacts démographiques :** évolution de la population, des naissances et des décès...
- **Impacts économiques :** destructions et créations d'entreprises (liquidations, cessations d'activité, etc.), délocalisations et relocalisations, destructions et créations d'emplois, dynamiques sectorielles (tourisme, industrie, commerce, services à la personne, activités productives à vocation exportatrice, etc.)...
- **Impacts sociaux :** dynamique du chômage, de la précarité, du niveau de vie, de la pauvreté...
- **Impacts environnementaux :** émissions de GES, consommation d'espace et d'énergie, pollution...

Afin de compléter cette information quantitative et descendante, **nous développons de nombreux échanges avec des experts** (sur l'industrie, la consommation, le tourisme, les territoires frontaliers, le chômage, le développement économique, la transition écologique, etc.) qui nous permettent de mieux cerner les raisons du plus ou moins fort degré d'exposition, de la plus ou moins bonne capacité de résilience et de rebond des territoires face aux crises qui se succèdent.



LE PILOTAGE DE L'ASSOCIATION



L'OITC est structuré sous une forme associative depuis juin 2023

L'association est pilotée par un bureau composé de 4 bénévoles : **Olivier Portier** (Président), **Vincent Pacini** (Vice-président), **Nicolas Portier** (Vice-président) et **Fabrice Rey** (Trésorier).



Co-créateur et coordinateur de l'OITC, **Olivier PORTIER** est analyste territorial.

Géographe de formation, il accompagne depuis près de 20 ans les collectivités locales, associations de collectivités, administrations centrales et entreprises dans l'observation et la compréhension des dynamiques territoriales.

Ses travaux portent notamment sur les logiques de circulation de richesses entre territoires appréhendées en lien avec les dynamiques démographique, économique, sociale, énergétique et environnementale.

Co-créateur de l'OITC, **Vincent Pacini** est professeur associé au Cnam en prospective territoriale, entrepreneur et consultant.

Il s'est spécialisé au fil de ses recherches et de ses missions dans les processus qui produisent à la fois de la connaissance et du changement, ainsi que dans le lien entre entreprise et territoire.



L'ASSOCIATION



Fabrice Rey est consultant en politiques publiques dans le champ de l'emploi, de la formation et de la gestion des compétences depuis 15 ans.

Fin connaisseur du fonctionnement du marché du travail et des milieux économiques, il dispose d'une forte expérience dans l'accompagnement des collectivités publiques, des territoires et des acteurs socio-économiques sur ces questions.

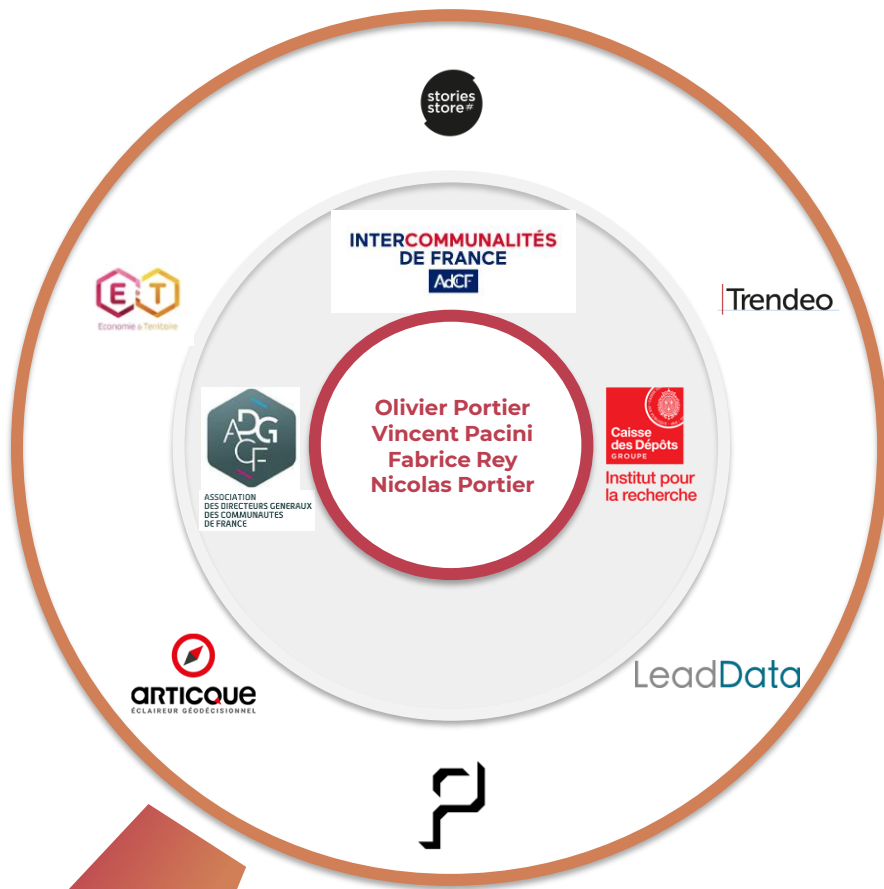


Après avoir été conseiller à la DATAR et un passage à la Caisse des Dépôts, **Nicolas Portier** a pris la direction technique d'Intercommunalités de France, fédération nationale des pouvoirs locaux rassemblant un millier d'intercommunalités, entre 2004 et 2021.

Enseignant au sein du master STU de l'école urbaine de Sciences-Po Paris, il intervient dans de nombreuses formations (HEDATE, l'IHEDM, INET-CNFPT...), publie des articles dans diverses revues (Pouvoirs locaux, AJDA, les Cahiers français...) et ouvrages collectifs sur l'aménagement du territoire et la décentralisation et délivre des prestations de conseil auprès de collectivités.



L'ÉCOSYSTÈME DE L'OITC



PILOTAGE

Olivier Portier – Président
Vincent Pacini – Vice-président
Nicolas Portier – Vice-président
Fabrice Rey - Trésorier

PARTENAIRES INSTITUTIONNELS ET FINANCIERS

Intercommunalités de France, Institut pour la recherche
Caisse des Dépôts & ADGCF

CONTRIBUTEUR 'DATA'

MON TERRITOIRE & TRENDEO

CONTRIBUTEUR 'SUPPORT TECHNIQUE'

LEADDATA & ARTICQUE

CONTRIBUTEUR 'COMMUNICATION'

STORIESTORE & Alpha0



INSCRIVEZ-VOUS A NOTRE NOUVELLE PLATEFORME

L'OITC se transforme, nos outils ont évolué : inscrivez-vous à notre nouvelle plateforme et utilisez nos nouveaux outils



www.oitc-territoires.fr





PAROLES D'ACTEURS



Mathieu Chartron

Directeur général des services
Communauté d'Agglomération
du Grand Sénonais et Ville de Sens

La crise sanitaire n'est pas la première crise qui traverse nos territoires. Notamment celle de 2008. Elles ont eu un impact sur la typologie, la physionomie de nos territoires. En revanche la crise sanitaire a eu un impact général, un impact du quotidien, qui a affecté tout le monde dans sa réalité.

Aujourd'hui, on a des changements dans le discours. La vision des élus a changé, la crise sanitaire a imprimé un certain nombre de choses. On a aussi des changements dans la réalité territoriale. Par exemple, des ménages parisiens s'installent et viennent renforcer notre économie résidentielle. C'est la première fois que l'on a une conjonction comme cela : entre une nouvelle vision, et des bouleversements territoriaux.

Ce qui nous intéresse dans la démarche de l'Observatoire des impacts territoriaux de la crise, plus qu'un observatoire du seul impact de la crise, c'est plutôt de mesurer, d'identifier, révéler les dynamiques territoriales, d'un point de vue factuel, tangible, dans une certaine vérité. Le monde a changé, nous devons revoir nos axes de priorité en termes de développement. La question encore une fois, c'est : quelle est la dynamique tangible pour investir au mieux, là où cela va produire les fruits de la relance ?

On vient de lancer nos Contrats de relance et de transition écologique. Ils ont une clause de revoyure dans deux ans. Ce serait très intéressant que l'Observatoire porte un regard sur l'effet de nos politiques, un regard totalement objectif, qui nous mette en situation de concentrer encore davantage nos efforts.



Mathieu Chartron

Directrice générale des services
Communauté de Communes
du Bassin de Pompey

Ce qui m'intéresse dans cet Observatoire, c'est la possibilité de fabriquer des éléments / arguments tangibles qui permettent de déconstruire des représentations, lever le voile sur certaines mythologies, sur certains modèles de pensées. L'Observatoire des impacts territoriaux de la crise a une approche dynamique. Il permet en partant des territoires et de leur lien entre eux de savoir comment ils étaient avant, comment ils ont été percutés par la crise et comment ils rebondissent (ou pas) et surtout pourquoi. Quels sont les facteurs en jeu et cela sans tabou ! Autre attrait, c'est la possibilité de faire communauté au sein de l'Observatoire : partager des bonnes pratiques entre territoires comparables, développer le fait de l'interterritorialité, orienter les territoires vers des écosystèmes de ressources et non plus seulement comme des assemblages de compétences.

Enfin, l'Observatoire des impacts territoriaux de la crise a un devoir impérieux de vulgarisation de ses productions. **Il doit nous mettre en situation, nous, cadres des intercommunalités, d'embarquer toutes les forces de notre collectivité et de nos territoires : élus, agents, entreprises, associations.** Ces publics doivent comprendre rapidement le bénéfice global qu'il y a à changer de lunettes, se voir à l'échelle de dynamiques territoriales et plus simplement à l'échelle de périmètre administratif. Par exemple en proposant quelques statistiques de base à l'échelle du territoire, des territoires reliés, puis en provoquant un électrochoc en zoomant/dézoomant sur la différence entre une vision flux VS stock, puis en donnant à voir l'avant et l'après impact de la crise. En somme, croiser le spatial, « l'interterritorialité », et le temporel, « les facteurs du rebond ». Et en tirer des enseignements.



David Lebras
Délégué Général
Association des directeurs généraux
des communautés de France (ADGCF)

L'opportunité de la création de l'Observatoire des impacts territoriaux de la crise est contemporaine à l'élaboration du plan de relance. Je trouvais intéressant d'avoir des informations territorialisées pour guider le travail des Directeurs généraux, afin qu'ils élaborent, de manière plus éclairée, leur stratégie en matière de développement et de sortie de crise. Ce qui nous intéresse en effet c'est d'avoir une lecture dynamique des impacts territoriaux de la crise et de voir en particulier comment la redistribution entre territoires, notamment de masse salariale, qui se fait généralement de pôle urbain à périphérie, fonctionne en période de crise.

Avec cet observatoire, nous avons trois grands attendus.

D'abord la production de connaissance. L'Observatoire des impacts territoriaux de la crise doit être une scène d'échange pour les Directeurs généraux d'intercommunalités, un lieu où l'on produit de la connaissance dans de la perspective d'action. En somme comment aiguiller les élus et les principaux cadres dans le développement de stratégie économique ?

Ensuite, comprendre tout ce qui relève des écosystèmes territoriaux et des interdépendances économiques entre les territoires. Comprendre l'effet « local », c'est-à-dire qu'est-ce qui permet au territoire de rebondir (ou pas) ? Quels sont les facteurs qui sont favorables au rebond ? Car ce que l'on a pu observer lors de la crise de 2008, c'est que certains territoires rebondissent plus facilement que d'autres et notamment les territoires qui ont un profil résidentiel, ou les grandes agglomérations.

Est-ce que cet effet rebond est toujours le même aujourd'hui ? Est-ce que ce sont les territoires qui en ont profité déjà avant qui vont en profiter encore ou est-ce que l'on assiste à un changement de ces conditions de rebond ?

Le troisième point, c'est véritablement la question du plan de relance. Les Directeurs généraux ont porté tout au long de l'année 2021 les CRTE (Contrats de relance et de transition écologique). Pour élaborer les CRTE, les collectivités doivent bâtir une nouvelle génération de projets de territoires. Elles ont donc besoin de diagnostic à leur échelle, d'avoir une vision beaucoup plus interterritorialisée à l'échelle des systèmes urbains. Nous, ce qui nous intéresse dans les travaux de l'Observatoire, c'est : quelle photographie dynamique l'Observatoire est-il en capacité de leur fournir pour les aider à produire le projet de territoire ? Qui, rappelons-le, est la condition *sine qua non* de la signature de leur CRTE.

Pour lancer l'Observatoire, nous avons décidé de travailler sur des territoires « tests », des territoires « témoins », des territoires aux profils différents, dans des régions différentes, dans des contextes socio-économiques différents... A partir de leur analyse, nous souhaitons savoir et comprendre l'effet « rebond », savoir pourquoi certains territoires s'en sortent mieux et plus vite que d'autres, quels sont les facteurs qui participent du « rebond », ou pas, et comprendre d'un point de vue « méthodologie » comment l'on peut intégrer ces facteurs à l'élaboration du projet de territoire. Parmi ces facteurs, des éléments essentiels vont apparaître : rapport à l'interterritorialité, rapport à la fiscalité, logique concurrentielle VS logique coopérative, gouvernance économique. La clé de tout, c'est comment on arrive à un système fiscal qui soit interterritorialisé afin d'inciter les acteurs locaux à coopérer, faire cesser la concurrence intraterritoriale.

En synthèse, l'Observatoire doit produire du diagnostic et aider la grande communauté des décideurs des intercommunalités à esquisser des pistes, donner des idées, essayer, pour nourrir les projets de territoires « nouvelle génération », avec de nouvelles lunettes, celles de 2030, car nous y sommes déjà.



PAROLES D'ACTEURS



Jean-François D'Auvergne
Directeur général des services
Communauté d'Agglomération
de l'Ouest Rhodanien

Nous sommes un territoire à la fois rural et industriel, qui grâce à l'A89 nous a placé dans l'aire d'attractivité de la métropole lyonnaise, et qui pour la partie industrielle regarde vers le bassin roannais. Nous sommes donc sous différentes influences.

Nous avons appris la création de l'Observatoire par l'ADGCF, et nous nous sommes dits que ce serait intéressant de soumettre notre territoire, compte tenu de sa physionomie, comme territoire d'observation. Nous sommes donc totalement partie prenante de la construction de cet Observatoire.

Nous, ce qui nous intéresse c'est de pouvoir observer comment un territoire comme le notre, avec cette diversité, a pu réagir la crise. C'est donc une curiosité avant tout et puis aussi de pouvoir se comparer à d'autres.

Nous voulons notamment comprendre et mesurer l'effet de la résidentialisation comme possible moteur du développement. La crise est venue accélérer beaucoup de dynamiques qui étaient déjà à l'œuvre. Elle a accéléré le temps. Elle nous a propulsé 10 ans en avance. Nous sommes déjà en 2030. La crise a aussi déstabilisé beaucoup de choses. Elle permet des remises en cause, des révélations, des questionnements. Aujourd'hui, l'enjeu principal, c'est de gagner en netteté d'observation, afin de bien cerner les dynamiques à l'œuvre, qui par la crise ont gagné en relief. Une netteté qui doit contribuer à réévaluer nos politiques publiques.

L'Observatoire est un pari, une chance possible d'avoir une meilleure compréhension du fonctionnement profond de nos territoires.

Nous avons aussi dès le début de la crise lancé un certain nombre de dispositif d'aides aux entreprises. En adhérant à l'observatoire, nous avons aussi cet espoir de mesurer les effets des décisions prises.

Ce qui est intéressant c'est de mesurer les effets territoriaux de la crise à court terme bien, sur moyen terme mais surtout long terme, c'est-à-dire fin du mandat. Ce qui nous intéresse au final c'est de comprendre précisément les dynamiques territoriales à l'échelle de nos bassins de vie.



PAROLES D'ACTEURS



Frédéric Parizeau
Directeur général délégué
Communauté d'Agglomération
Val de Garonne

Dans la plupart des collectivités de taille intermédiaire, nous n'avons pas les outils du diagnostic. Souvent, nous arrivons sur des projets, parfois qui pèsent, avec une absence de donnée. C'est comme si vous arriviez chez un médecin et qu'il porte un diagnostic sans prendre la température et votre tension. Même si nous avons des intuitions, nous avons un besoin stratégique de savoir où nous en sommes, quand nous agissons et quel est l'impact de ce que nous faisons. Encore davantage quand nous sommes comme le Val de Garonne, des territoires sous influences ; notre destin est en partie lié à la présence d'autres territoires. En l'espèce, Bordeaux en ce qui nous concerne.

De plus avec la Loi Climat & Résilience, nous allons avoir besoin d'information : quelle consommation foncière, quelle artificialisation... Aujourd'hui nous n'avons pas les données pour agir, en pleine conscience. Les données devraient être un bien commun, accessibles à tous. De notre côté, nous allons investir dans un poste de géomaticien.

Pour revenir à l'impact de la crise, je pense qu'il va y avoir un décalage d'un ou deux ans pour en voir les effets, compte tenu du fait que l'économie ait été sous perfusion. Le choc a entraîné des effets dents de scie dans plein de secteurs, où malgré les aides, il y a eu des licenciements. Puis la reprise arrive, et les entreprises n'arrivent plus à recruter car les gens sont partis faire autre chose ailleurs. Tout cela décale l'impact...

Ce qui est formidable avec l'Observatoire, c'est que pour quelqu'un qui n'est pas habitué à ce type d'outil d'observation, il peut voir là très concrètement les premiers effets de la crise au niveau territorial et voir la diversité de l'économie française, spatialement. Il peut voir que certains territoires, ça « passe », et que d'autres ça « impacte ». Cela c'est déjà plein d'enseignements, surtout pour les élus et les agents, en termes d'impact cognitif. Cela permet de dresser un bilan national, voire régional. Aujourd'hui c'est une première photographie des tendances en cours de genèse au niveau territorial, des faisceaux d'indices.

Ce type d'informations, comparatives, notamment entre la région et notre territoire, est déjà très utile pour l'élaboration de nos politiques publiques, notamment sur ce début de mandat. Ensuite, il faut aller plus en profondeur et suivre dans le temps afin d'en extraire les trajectoires, les dynamiques. C'est tout l'intérêt des territoires « témoins », dont nous faisons partie, de verser notre pierre à l'édifice. Nous avons hâte d'en savoir plus sur nous-mêmes.



« Le plan de relance n'est pas assez territorialisé »

Olivier Portier, spécialiste des dynamiques territoriales a participé à la création d'un observatoire des impacts territoriaux. Interview par « La Gazette », il considère que la crise ne touche pas tous les territoires avec la même force et que ces derniers n'ont pas la même capacité de rebond.

Olivier Portier et l'enseignant-chercheur Vincent Pacini ont créé un OITC. Le premier, spécialiste des dynamiques territoriales, considère que la crise ne touche pas tous les territoires avec la même force et que ces derniers n'ont pas la même capacité de rebond. Pour lui, il est essentiel de s'intéresser aux situations diverses pour trouver des solutions. L'OITC étudie quatre types d'indicateurs : des éléments d'analyse antérieurs pour décrire la situation initiale d'avant-crise, des éléments d'anticipation, pour définir comment un territoire aurait dû être touché a priori, des indicateurs de mesure des premiers impacts et des indicateurs de suivi en continu des effets de la crise.

« En croisant toutes ces données, l'idée est de comprendre pourquoi ces territoires ont été si impactés alors qu'on avait anticipé qu'ils ne le seraient pas autant, et donc on cherche aussi des solutions pour contribuer à la relance », explique-t-il. Si les premiers constats permettent aux acteurs locaux de percevoir l'intensité avec laquelle ils ont été frappés, ils sont encore très descriptifs, selon Olivier Portier. Il ambitionne par conséquent de créer un réseau de contributeurs (qui comprend déjà les entreprises Mon territoire, Trendeo, Hyco, Kamisphère, STORIESTORE et Six) afin d'obtenir plus de données, d'en faire remonter des territoires et d'imaginer des solutions pour la relance.

Des partenaires institutionnels ont permis à l'observatoire de gagner en visibilité et en financement (Institut pour la recherche de la Caisse des dépôts, Assemblée des communautés de France, Association des directeurs généraux des communautés de France et Centre national des arts et métiers). Reste maintenant à analyser et à proposer des pistes de relance.

Quels sont les premiers constats de l'observatoire des impacts territoriaux de la crise ?

Cette crise frappe tous les territoires, mais pas avec la même intensité et pas forcément les mêmes secteurs d'activité à tous les endroits. La première hypothèse est que ce que l'on appelle les « wagons », les territoires ruraux marqués par des dynamiques de développement plutôt atones de la diagonale du vide, par exemple, vont être moins exposés que les « locomotives », comme certaines métropoles ou territoires très dynamiques. L'un des indicateurs que l'on a regardé est le type de revenus perçus par les habitants du territoire.



C'est une approche intéressante car elle permet d'introduire l'influence des amortisseurs sociaux dans les réflexions et de ne pas se limiter aux tissus d'entreprises, notamment du secteur marchand, forcément affectés.

Prenons les différents revenus : les pensions de retraite, qui ne vont pas être impactées par la crise, ont un rôle stabilisateur. Idem pour les revenus publics détenus par des fonctionnaires, pour qui l'emploi n'est pas menacé et les transferts sociaux qui vont plutôt augmenter avec la crise. Ces revenus constituent de puissants amortisseurs, alors que ceux générés par les activités productives et résidentielles seront très exposés.

Les « wagons » vont donc subir un choc moins violent. On pourrait ainsi assister à une convergence entre les « locomotives » et les « wagons », synonyme de réduction des inégalités territoriales, mais ce mouvement ne serait pas vraiment souhaitable dans la mesure où il s'opérerait par le bas. Mais, à long terme, il est assez probable que les « locomotives » soient mieux dotées pour rebondir que les « wagons ».

Donc, lorsque la reprise se mettra en branle, il est possible que les locomotives redémarrent beaucoup plus vite et que se creusent à nouveau les inégalités territoriales.

Quelles sont les perspectives de relance ?

Les données sur les défaillances d'entreprise en 2020 présentent l'année comme exceptionnellement bonne. Avec les mesures de soutien des entreprises (chômage partiel, report de charges, etc.), l'économie a été mise sous cloche. Mais je crains que nous n'ayons pas encore vu le pire. J'ai peur qu'avec la levée des différentes mesures gouvernementales, une seconde lame vienne frapper notre tissu économique en 2021 et atteigne les activités fragiles ou précaires, mais aussi un certain nombre d'activités qui n'auraient pas nécessairement disparu avant la crise (aéronautique, restauration ou tourisme, notamment...).

Il était question, le plus souvent, avec cette crise, d'une trajectoire en W : deux effondrements dus aux confinements, chacun suivi d'un rebond et d'un retour au niveau d'activité d'avant-crise au bout d'un certain temps. Au regard de la gravité et de la dimension structurelle de cette crise, je crains que l'on n'ait que la moitié du W et ensuite un L, c'est-à-dire une capacité de rebond profondément altérée. Souvenez-vous que l'on a mis presque dix ans à se remettre de la crise financière de 2008.

Le plan de relance prend-il suffisamment en compte les réalités territoriales ?

Son problème est qu'il est insuffisamment territorialisé, donc pas assez lié aux enjeux territoriaux tels qu'ils s'expriment et tels qu'ils peuvent être mesurés. J'ai constaté, durant mes quinze années de conseil aux collectivités, que l'Etat, et même les conseils régionaux, ont du mal à se saisir de la diversité territoriale.

Et c'est là que l'observatoire des impacts territoriaux peut être vraiment intéressant, car la crise s'exprime d'une multitude de façons dans les territoires. L'enjeu de la territorialisation du plan de relance est décisif. Il doit s'organiser avec les acteurs locaux. Cela semble logique, mais dans les faits cela ne s'applique pas, ou mal. Il faut organiser dans les territoires un travail de diagnostic afin d'identifier les enjeux avec les acteurs locaux et de les partager collectivement. Ensuite, il faut identifier les réponses à apporter et les acteurs en capacité d'agir. Le tout est de créer de véritables écosystèmes d'acteurs pour faciliter le travail collectif.

Vous travaillez sur les logiques interterritoriales. Selon vous, quel lien peut-on faire avec la crise actuelle ?

Mon hypothèse est que nous sommes entrés dans des logiques d'hyper-interterritorialités. Les territoires ne fonctionnent plus de manière autonome.



D'un côté de puissants transferts de richesses liés aux mouvements pendulaires des personnes entre lieux de production et de résidence s'organisent. Un territoire rural peut tirer profit du dynamisme de la métropole ou de l'agglomération voisine. D'un autre côté, cette logique d'hyper-interactions est fragile, avec des risques d'effondrement systémique lorsque l'une des composantes du système est touchée. La crise actuelle illustre cette fragilité.

Au niveau national, le tissu industriel s'est effondré, durant les décennies passées, au profit de la production étrangère, provoquant notamment la pénurie de masques et de respirateurs. Au niveau des territoires, les zones frontalières, très pendulaires, avaient de très bons paramètres sociaux avant la crise. Mais lorsque l'on regarde les cartes sur les impacts territoriaux de la crise, le Genevois français est l'un des plus exposés. L'Alsace et les territoires en périphérie du Luxembourg sont très touchés. Ce système d'hyper-interterritorialisation, assis sur la mobilité, a été paralysé par le confinement.

Je ne prétends pas que les territoires doivent redevenir autonomes, ce n'est ni souhaitable, ni envisageable. Mais je suis persuadé qu'il est impératif de rehausser dans des proportions mesurées leur degré d'autonomie. Ce qui pourrait leur permettre d'être plus résilients en cas de crise et de s'inscrire dans des trajectoires de développement plus durable. C'est une question de mesure.



ANNEXE / les contributeurs

L'OITC s'appuie sur une équipe de contributeurs pour développer et animer l'observatoire.

Des contributeurs techniques

La société **Articque** est la pionnière française de la prise de décision stratégique grâce à la cartographie. Editeur de solutions géodécisionnelles depuis plus de 30 ans, Articque aide les organismes et entreprises à mieux piloter leurs activités et à éclairer leurs décisions. Elles gagnent ainsi en performance grâce à une connaissance approfondie de leur territoire.

Grâce à nos solutions géodécisionnelles [Articque Platform](#) et [Cartes & Données Online](#), apporte à ses clients une connaissance approfondie de leur territoire pour optimiser leur performance.

La société **LEADDATA** est une start-up créée en 2018 par Jacques Dufossé et Jean-Baptiste Biau. Leur objectif : transposer à des problématiques plus larges leurs approches et méthodes d'accompagnement et d'innovation par la donnée développées, testées et affinées pendant près de 10 ans sur les problématiques environnementales.

LeadData accompagne ses clients dans leur projet « analytique » afin de faciliter l'émergence d'idées innovantes autour de la valorisation des données.

Pour cela LeadData développe une approche ancrée dans la réalité des entreprises et se focalise sur des cas concrets afin de délivrer des résultats tangibles.

Cette offre d'innovation est ainsi orientée autour de 5 grands axes :

- Valoriser les données en les transformant en connaissances exploitables
- Augmenter les capacités d'analyse pour une meilleure anticipation et prédiction
- Améliorer la performance des dispositifs digitaux de nouvelle génération
- Construire les écosystèmes et les cas d'usages
- Optimiser et faire évoluer les architectures décisionnelles

Des contributeurs datas

La société **Mon territoire** nous transmettra chaque mois des datas sur les disparations d'établissements et d'emplois, les emplois concernés par une procédure collective et les offres d'emploi établies à partir du fichier Siren de l'Insee.

Mon Territoire se positionne comme un acteur français de la data des territoires. Plus de 400 projets ont permis de développer et renforcer son expertise. Les entreprises du groupe travaillent avec les collectivités locales pour construire des solutions métier à partir des meilleures technologies de transformation numérique. Évolution des comportements ou révolution numérique? Ergonomie, flexibilité, environnement, intelligence artificielle, intelligence humaine, nouvelles manières de travailler, attractivité des territoires, mutualisation, co-construction, ... sont des thèmes qui touchent toutes les collectivités quel que soit leur taille.

La société **Trendeo** nous transmettra également chaque mois des données plus qualitatives sur les suppressions d'emplois et les investissements réalisés dans les territoires à partir d'un recensement quotidien de la presse régionale et locale.

Créée en 2007, Trendeo a pour mission de croiser des compétences veille et analyse économique. A travers ses bases de données ou notes de conjoncture, la société fournit à ses clients et abonnés une information à la fois qualitative et quantitative pour éclairer le marché avec des dimensions microéconomique (l'entreprise), macroéconomique (par secteur et pays), géographique (localisation GPS des données, communes, zones d'emplois, département, région)...



ANNEXE / les contributeurs

L'OITC s'appuie sur une équipe de contributeurs pour développer et animer l'observatoire.

Un contributeur sur la communication

StorieStore nous accompagnera sur toute la partie communication de l'Observatoire (naming, homogénéisation des discours, campagne de communication digitale et relation presse). Créé en 2012 par JBL conseil, STORIESTORE est une agence conseil en communication qui intervient auprès des territoires, des entreprises, des décideurs, et de leurs projets. L'agence est spécialisée en affaires publiques, stratégie de marque, communication politique, marketing destination et projet de transformation.

Cette équipe a bien sûr vocation à s'étendre, que ce soit de manière régulière ou ponctuelle.

Une articulation avec le Lirsa, laboratoire du CNAM

Le développement de l'observatoire et la conduite de nos travaux de recherche seront réalisés en partenariat avec le Lirsa, laboratoire du CNAM, dans lequel figure Vincent Pacini.

Le Laboratoire interdisciplinaire de recherches en sciences de l'action (Lirsa) est une équipe d'accueil du Cnam (EA4603) qui regroupe près de 120 chercheurs et chercheuses et près de 90 doctorants.

Le laboratoire couvre un large spectre d'objets de recherche et de méthodologies sur l'action organisée, finalisée et évaluée. Il regroupe des chercheurs effectuant des travaux principalement en gestion, économie et droit, ainsi que dans des disciplines connexes.

Le Lirsa contribue au rapprochement de la recherche académique et des organisations privées et publiques au travers de contrats de recherche, d'organisation de séminaires et d'actions de diffusion de la culture scientifique et technique, l'une des trois missions du Cnam avec la formation et la recherche scientifique.

Depuis 2018, c'est Madina Rival qui en assure la direction et Stéphanie Chatelain-Ponroy la direction adjointe.

OLIVIER PORTIER

Président et coordinateur de l'Observatoire
des impacts territoriaux des crises

06 63 19 06 79

olivier.portier@opconsultant.com



Rejoindre l'Observatoire
www.oitc-territoires.fr

